

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Services d'agence de voyages

Pouvoir adjudicateur :

IAE de Paris
8 bis rue de la Croix Jarry 75013
PARIS

Profil acheteur : www.e-marchespublics.com

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution de :

Services d'agence de voyages

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est **attribué à un seul opérateur économique**.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre **avec montant maximum** est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Année	Montant maximum HT
N	600.000 euros
N+1	600.000 euros
N+2	600.000 euros
N+3	600.000 euros

En raison de la nature des prestations du présent accord-cadre et de l'impossibilité de planifier le volume et les montants sur une période longue : en cas d'atteinte du montant maximum de la période considérée, l'accord-cadre pourra être reconduit par anticipation conformément aux dispositions de l'acte d'engagement.

Le titulaire en sera informé par écrit par le pouvoir adjudicateur.

De même, si le montant maximum de la période ferme ou de la période de reconduction n'était pas atteint au terme de la période concernée, le reliquat sera reporté sur la période suivante. Le report sera acté par une décision du pouvoir adjudicateur qui indiquera les nouveaux montants de chaque période, y compris la ou les périodes terminées. Cette décision sera transmise au titulaire.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

L'accord-cadre est exécuté par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins, lesquels bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro de l'accord-cadre;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.
- la nature et la description des prestations à réaliser ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

2 - Pièces contractuelles

Les **pièces contractuelles de l'accord-cadre** sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement (AE) et son annexe,
2. Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP),
3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe,
4. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
5. Le bordereau des prix unitaires,
6. Le mémoire technique du titulaire et ses annexes,
7. Les bons de commande.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Protection des données à caractère personnel

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement. Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une durée d'un **(1) an, à compter de sa date de notification**.

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 2 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

5.2- Reconduction du contrat

L'accord-cadre est reconductible tacitement. Il pourra être reconduit 3 fois pour une période de 12 mois, sans que sa durée totale n'excède quarante-huit (48) mois.

Dans le cas d'une non-reconduction, le pouvoir adjudicateur notifie sa décision par un courrier en recommandé avec accusé de réception au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis de 3 mois.

L'absence de reconduction de l'accord-cadre n'ouvrira droit à aucune indemnité au profit du titulaire de l'accord-cadre.

6 – Prix

6.1- Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix de l'accord-cadre sont ceux figurant au bordereau des prix unitaires. Ils sont établis sur les bases des conditions économiques du mois de remise des offres, appelé « mois zéro » (ou Mo).

Ils se décomposent ainsi :

- la rémunération du titulaire (prix forfaitaires ou unitaires),
- le prix des titres de transport et/ou voucher et autres prestations (prix unitaires).

6.2 Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de 10/2024 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 100.0\% (SYN (n-0) / SYN (0))$$

selon les dispositions suivantes :

- ☐ Cn : coefficient de révision.
- ☐ Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- ☐ Index (0) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN « HonorairesSYNTEC (sociétés assujetties à la TVA) ».

6.3 – Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2,0 % par ajustement.

6.4 – Variation des prix des transporteurs

Les prix des titres de transport et/ou voucher comprennent toutes les taxes liées aux transports et tous les frais afférents à leur mise à disposition. Ils sont ajustables par référence aux tarifs des transporteurs (tarif public sans contrainte).

Le titulaire devra être en mesure de faire bénéficier le pouvoir adjudicateur, en temps réel, des promotions offertes (en ligne ou hors ligne) par les opérateurs de transport.

Les prix des titres de transport et/ou voucher sont ajustables à l'initiative du titulaire, jusqu'à validation du devis ou plan de voyage. L'ajustement n'affecte pas les paiements émis avant la date d'application du nouveau tarif.

7 – Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 – Avance

Aucune avance ne sera versée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 – Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 – Facturation électronique

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du numéro de l'accord-cadre ;
- 5° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'accord-cadre ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un **délai global de 30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4- Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique,

ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5- Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1- Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, il pourra être fait, indépendamment et cumulativement, application des pénalités suivantes.

Sauf cas de force majeure, le titulaire encourt, une pénalité **en cas de mise à disposition tardive du titre de transport ou d'erreur lors de l'émission du titre de transport ou voucher** (date, heure, destination, type de véhicule, etc.), ne permettant pas au voyageur d'effectuer sa mission (ou la retardant de plus d'une heure).

Cette pénalité représente le prix du titre de transport majoré de 100€.

En outre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 50€ par retard dans la mise à disposition du plan de vol ou de rail (devis).

Pour toutes les prestations prévues au présent marché, le titulaire s'engage à rechercher les prix les plus bas disponibles. En conséquence s'il apparaissait, au vu de la proposition reçue, que les conditions tarifaires des prestations proposées par le titulaire étaient, hors montant de sa commission, moins intéressantes que celles obtenues directement par le pouvoir adjudicateur, le titulaire serait tenu de s'aligner sur celles-ci. A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 150€ par voyage concerné.

En cas d'indisponibilité de l'outil de réservation en ligne, le titulaire sera rémunéré au tarif de la transaction on-line, même s'il n'a pas pu effectuer ladite transaction en ligne.

En cas de retard dans la mise à disposition des indicateurs semestriels de performance et des recommandations associées, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer une pénalité de 100€ par mois de retard.

L'application ou la renonciation aux pénalités est notifiée au titulaire par écrit, après qu'il ait pu exposer ses justifications en la matière. Elles n'ont donc pas de caractère automatique. Dans le silence de le pouvoir adjudicateur quant aux pénalités dont le titulaire serait redevable, celles-ci sont réputées abandonnées, 60 jours calendaires après le fait générateur.

13 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

14 - Résiliation du contrat

14.1- Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 82545 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

14.2- Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Paris est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 - Dérogations

- ☐ L'article 5 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- ☐ L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- ☐ L'article 14 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services